

*Légation de Suisse
en France*

Paris, le 19 mars 1955.

Lettre politique No 25

Confidentielle

La France et ses alliés

Monsieur le Président de la Confédération,

Il y a à peine huit jours, un de mes cousins éloignés, double-national Suisse et Français, qui collabore à titre bénévole au Commissariat français à l'énergie atomique, qui l'a d'ailleurs mis à disposition de M. Jules Moch pour la conférence de désarmement, m'affirmait de la manière la plus catégorique que la France ne songeait pas à fabriquer la bombe atomique et qu'elle se proposait de se vouer uniquement à des recherches dans ce domaine pour développer les possibilités pacifiques, soit industrielles. Il soulignait l'immense effort financier qu'exigeraient des recherches sur le plan militaire et estimait que la Grande-Bretagne elle-même s'était trop avancée dans ce domaine par rapport aux Etats-Unis, qui disposent de tout autres moyens.

Le Président du Conseil, M. Edgar Faure, ne partage évidemment pas cette manière de voir, qui n'est certainement pas seulement celle de mon cousin, mais de tous les collaborateurs du Commissariat. En effet, dans une conférence de presse, M. Faure a défendu la thèse que la possession de la bombe atomique et des moyens thermo-nucléaires était un attribut des nations nobles et puissantes par rapport aux nations inférieures, non pas au point de vue moral, mais sous le rapport de la puissance. Il a donc annoncé que la France examinait la possibilité d'un apport national dans ce domaine.

Il est attristant qu'en 1955, l'insigne d'une nation de première catégorie réside dans le fait qu'elle possède la bombe atomique. L'opinion publique française a réagi dans une certaine mesure aux déclarations de M. Faure, plutôt dans le sens négatif. C'est ainsi que le "Monde" de ce matin publiait un article de M. Louis Leprince-Ringuet, de l'Académie des Sciences, intitulé "Prestige de la France et armement atomique", où il se prononçait nettement sur les conséquences qu'auraient

Monsieur Max Petitpierre,
Président de la Confédération,

B e r n e .

les projets de M. Faure pour les intentions françaises actuelles en la matière. Il se déclare donc nettement en faveur des recherches dans le domaine industriel et contre la course aux armes atomiques. L'hebdomadaire "Express" avait organisé un referendum dans ce domaine, dont il publie le résultat dans son numéro du 19 mars. Sur 8000 voix environ, 612 se déclarent partisans de la mise en chantier d'une bombe, alors que 7520 se prononcent contre de pareils projets.

On voit donc que l'opinion publique française n'est pas très favorable aux plans de M. Faure. Quant aux savants qui s'occupent de la recherche atomique, on sait que, comme la majorité des intellectuels français, ils sont plutôt de gauche et pacifiques, et personnellement je ne vois guère un Francis Perrin s'attaquer en tant que directeur du Commissariat aux travaux nécessaires à la fabrication de la bombe atomique. C'est vraiment, semble-t-il, un domaine que la France pourrait laisser à sa grande alliée, les Etats-Unis d'Amérique, sans en éprouver une *diminutio capitis*.

Il est vrai que la publication des conversations de Yalta n'est guère favorable à une meilleure collaboration entre les alliés et encouragera plutôt les efforts nationaux de chaque Etat en vue de se rendre indépendant dans le domaine des armements.

Les révélations sur Yalta n'ont rien apporté de très nouveau pour les Français. On savait déjà que la France y avait été traitée avec un certain mépris, mais il est bien inutile de réveiller à chaque instant ces souvenirs par des publications inopportunes; les Français y sont supersensibles et leurs complexes d'infériorité ne vont qu'en augmentant avec cette constatation toujours renouvelée que les alliés anglo-saxons ne les ont pas pris et ne les prennent de nouveau pas tout à fait au sérieux. Il est certain que même si les manifestations spectaculaires des communistes ont cessé, l'Américain n'est pas populaire en France. Je me suis rendu à Bordeaux par voiture et ai dû constater, en ce qui concernait mon trajet, que d'Orléans à Bordeaux on était en zone d'occupation américaine, les routes étant sillonnées par les grands "trucks" américains à huit ou dix roues, tous menés par des nègres, et par des centaines de voitures "C.F.", soit "continental forces". Entre Châtellerault et Bordeaux, il y a deux énormes camps américains. Le tout forme un climat assez peu sympathique et j'ai été étonné à Bordeaux que même dans l'entourage du député-maire de cette ville, l'ambiance était féroce-ment antiaméricaine. Je pense que toute occupation, aussi pacifique qu'elle soit, engendre des sentiments de ce genre. Soit dit en passant, on abattait sur le même parcours toutes les allées pour élargir les routes. Je veux espérer que ce n'était pas sur ordre des Américains, mais évidemment une pareille mesure n'est pas non plus sans susciter

- 3 -

du mécontentement, même si elle est rendue nécessaire par les exigences du trafic moderne. En tous les cas, les deux générations à venir ne bénéficieront plus sur les routes de France de ces magnifiques allées.

Peut-on espérer que la France, plutôt que de s'offenser des révélations de Yalta et de bouder, en tirera certaines conséquences salutaires ? Elle aurait en effet un beau rôle à jouer comme intermédiaire entre les différentes grandes puissances dans un proche avenir, car les documents de Yalta ne permettront guère des relations très intimes entre les trois nations qui étaient réunies à Yalta. Plusieurs journaux d'hier soir soulignent le rôle que la France pourrait jouer en ce moment dans ce domaine.

On ne pense pas dans les milieux diplomatiques que les révélations de Yalta auront une grande influence sur l'approbation des accords de Paris par le Conseil de la République. On a bon espoir que ceux-ci seront approuvés et ne devront donc plus revenir à la Chambre des Députés. Ce sera un bon pas en avant de fait, même si tant d'illusions se sont évanouies depuis le moment où M. Robert Schuman a commencé sa campagne pour l'intégration de l'Europe.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse :

La bis